



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 2**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2023 en faveur de la République du Sénégal

**Document d'action Croissance économique et résilience des régions frontalières sud du Sénégal**

**PLAN D'ACTION ANNUEL 2023**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Croissance économique et résilience des régions frontalières au Sénégal Référence opérationnelle OSPYS : ACT-61821 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative « Équipe Europe »</b>	Oui : Cette action contribuera à l'Initiative Équipe Europe Économie verte au Sénégal
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée en République du Sénégal (régions de Sédhiou et Kolda).
<b>4. Document de programmation</b>	Document de Stratégie Conjointe UE-Sénégal 2021-2023 <sup>1</sup>
<b>5. Lien avec les objectifs /résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	L'action s'inscrit dans le cadre de la priorité 1 du Document de Stratégie Conjoint et du Programme Indicatif Pluriannuel <sup>2</sup> « Croissance verte et inclusive pour la création d'emploi », en particulier son secteur 1 « Chaines de valeur durables, sécurité alimentaire et nutrition », en vue de contribuer à la réalisation de son objectif spécifique 1.1 : « Création ou renforcement d'activités agro-industrielles, intégrant les milieux ruraux, créatrice d'emplois et assurant la sécurité alimentaire de la population, renforçant la résilience aux changements climatiques ».
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	

<sup>1</sup> Document de Stratégie Conjointe (DSC) UE-Sénégal 2018-2023 (révisé pour 2021-2023), signé le 13.12.2021: [https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-01/mip-2021-c2021-9362-senegal-annex\\_fr.pdf](https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-01/mip-2021-c2021-9362-senegal-annex_fr.pdf)

<sup>2</sup> Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Sénégal pour la période 2021-2027, C(9362) final du 13.12.2021.

<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<b>DAC Code 311</b> - L'action visera le développement des secteurs agro-sylvo-pastoraux et le renforcement des exploitations familiales. Elle contribuera à l'amélioration et à la sécurisation de la base productive, à l'accroissement durable de la productivité et de la production, et devrait ainsi permettre de contribuer à la souveraineté alimentaire du pays et à l'augmentation des revenus des populations concernées.			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (seulement 1) : 8 (travail décent et la croissance économique) Autres ODD importants (jusqu'à 9) et le cas échéant cibles : 1 (éradication de la pauvreté), 2 (éradication de la faim), 5 (genre et autonomisation des femmes), 10 (réduction inégalités territoriales), 13 (action en faveur du climat), 16 (paix et justice)			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	Code CAD 31120 – Développement agricole - 90 % Code CAD 12240 – Nutrition – 10%			
<b>8 b) Principal canal d'acheminement</b>	Institution de l'Union européenne - 42000			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises:</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences/compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	<p>Ligne budgétaire :14.020120</p> <p>Coût total estimé : 15 400 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE 8 000 000 EUR.</p> <p>Cette action est cofinancée conjointement par :</p> <p>- L'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) pour un montant de 7 400 000 EUR</p> <p>Les contributions susmentionnées viennent également participer à l'Initiative Équipe Europe « Économie verte au Sénégal ». Cette TEI, composée de deux axes (1. Agropole d'avenir pour une agriculture verte et des emplois décents et 2. Villes durables et digitales) et de deux thématiques transversales (1. Renforcement du secteur numérique et 2. Gouvernance), est alimentée par des contributions de la Belgique, Banque Européenne d'Investissement, Italie, France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, et Luxembourg, en plus de celles de l'Union européenne. Cette action contribuera à l'axe 1 de la TEI.</p>			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<p>Modalité du projet</p> <p><b>Gestion indirecte</b> avec l'entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1.</p>			

## 1.1 Résumé de l'Action

En renforçant la souveraineté alimentaire et en soutenant la croissance économique des régions frontalières sud du Sénégal (Kolda et Sédhiou), la présente action contribuera à la stabilité socio-politique de la Casamance, une des régions les plus pauvres du pays encore en proie aux risques d'insécurité alimentaire et d'instabilité.

Elle visera la mise en place d'un système agroalimentaire plus durable, notamment à travers le renforcement de certaines chaînes de valeur agricoles porteuses dans les zones d'intervention, afin de permettre l'autonomisation socio-économique des populations et le renforcement de l'attractivité économique des territoires frontaliers, en favorisant leur désenclavement et indirectement, la stabilité du pays.

Ainsi, l'action visera la structuration des filières, le développement d'initiatives entrepreneuriales tout le long des chaînes de valeur ciblées et le renforcement des capacités des producteurs, notamment des exploitations agro-sylvo-pastorales familiales, ce qui contribuera à la sécurisation de la base productive et à l'approvisionnement des marchés locaux en produits agricoles, tout en améliorant ainsi la sécurité alimentaire des populations concernées.

Ce faisant, la présente action contribuera à la mise en œuvre des priorités de la Stratégie Global Gateway (sous son volet consacré à l'accélération de la croissance durable et de la création d'emplois décents) ainsi qu'à la mise en œuvre de l'Initiative Équipe Europe Économie Verte au Sénégal. Finalement, l'action contribuera également au pilier 1 (chaînes de valeur) de l'Accélérateur de l'initiative de la Grande Muraille Verte et à l'atteinte des ODD 1 (éradication de la pauvreté), 2 (lutte contre la faim), 5 (égalité entre les sexes), 6 (accès à l'eau et à l'assainissement), 8 (accès à des emplois décents), 10 (réduction des inégalités), 13 (actions en faveur du climat) et 16 (paix et justice) ainsi qu'au principe « Leave no one behind » (ne laisser personne de côté).

L'objectif général de l'action est le renforcement de la souveraineté alimentaire, de la croissance économique et de la résilience des populations dans les zones frontalières sud pour soutenir la stabilité de cette région particulièrement vulnérable au niveau économique et sécuritaire et par voie de conséquence la stabilité du pays dans son ensemble, en adoptant une approche territoriale et de développement économique local.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

- 1.1. La résilience des populations rurales et des exploitations agro-sylvo-pastorales face aux chocs et crises à évolution lente tant socio-politiques, économiques que climatiques est consolidée;
- 1.2. La croissance économique durable et la création équitable d'emplois sont soutenues, à travers une approche territoriale des chaînes de valeur.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants seront les suivants:

- 1.1 Le système de production agro-sylvo-pastorale est renforcé de manière durable et climatiquement intelligent grâce aux investissements dans les infrastructures et le renforcement de la bonne gestion;
- 1.2 Les compétences techniques des producteurs/trices, de leurs organisations et des services d'assistance déconcentrés sont renforcées et répondent aux besoins d'atténuation et d'adaptation au changement climatique;
- 2.1 Les entreprises rurales et les initiatives entrepreneuriales des cibles vulnérables dans les chaînes de valeurs agroalimentaires sont renforcées;
- 2.2 Les capacités de planification participative des collectivités territoriales sont renforcées.

L'action est complémentaire au Projet 'Agropole d'avenir et intégration des chaînes de valeur dans les systèmes alimentaires' (Plan d'Action Annuel – PAA 2021) qui vise à connecter durablement et de manière inclusive les chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques de la région centre du Sénégal au marché national, régional et international. En essayant d'atteindre des objectifs similaires mais en utilisant une approche différente, étant donné le contexte fragile de la Casamance, l'action permettra également de contribuer à la stabilisation de la région et à son désenclavement.

Par ailleurs, l'action capitalisera les expériences positives des projets financés en suivant une approche Équipe Europe et ceux des autres partenaires dans les régions frontalières et identifiera des actions prioritaires en fonction des besoins des cibles du projet, dans une approche à la fois territoriale et de filière (opportunités offertes par le territoire et besoins de structuration des filières porteuses), afin de créer plus de valeur ajoutée et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes ruraux et des exploitations familiales pauvres.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Fort de sa stabilité politique, le Sénégal est un acteur clé dans une région instable et un partenaire important pour l'Europe, tant sur le plan bilatéral qu'au niveau régional, continental et multilatéral. Jusqu'en février 2023, le Sénégal assurait la présidence tournante de l'Union Africaine, rôle que lui a permis de renforcer davantage sa position d'acteur influent sur le continent africain. Au niveau national, les violentes émeutes de mars 2021 ont mis en lumière certaines fragilités et frustrations de la société sénégalaise, notamment en ce qui concerne la jeunesse. Par ailleurs, les élections législatives de juillet 2022 ont marqué l'histoire politique contemporaine du Sénégal qui, pour la première fois, n'a vu aucune coalition capable de compter sur une majorité absolue au Parlement.

Alors que l'économie sénégalaise commençait à se redresser suite à la crise causée par la Covid-19, elle a été à nouveau ralentie par une hausse du coût de la vie suite au contexte global défavorable depuis fin 2021, suivie par l'embargo sur le Mali début 2022 et ensuite par l'invasion russe en Ukraine. Ces chocs consécutifs ont impacté la croissance (revue à la baisse à 4.8% pour 2022), l'inflation, en particulier sur les prix des produits de première nécessité (inflation de 8.5% pour 2022), ainsi que l'équilibre des comptes publics, avec un déficit budgétaire de 6,2% en 2022 et le niveau de la dette à près de 75% du PIB fin 2022. Une aggravation de la charge de la dette est aussi en cours de par la hausse des taux d'intérêt à l'échelle régionale et globale, pour faire face à l'inflation et en raison de la tension sur les marchés des capitaux. Les perspectives économiques futures pourraient être soutenues par la mise en production des gisements de pétrole et de gaz, s'ils se concrétisent en 2023-2024. Les retombées sur le budget de l'État seront toutefois modestes, moins de 1 % du PIB par an sur les 5 prochaines années.

Le Sénégal est classé 170ème sur 191 pays de l'Indice de Développement Humain (IDH) 2021 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), positionnant ainsi le pays dans la catégorie de développement humain faible. Le Sénégal a une valeur de l'indice d'inégalité de genre du PNUD (Gender Inequality Index GII) de 0,533, le classant 130 sur 162 pays dans l'indice 2019, confirmant que le Sénégal reste un pays pauvre, avec d'importantes inégalités entre les sexes. Enfin, il dispose du rang 132 sur 181 pays en termes de préparation et de résilience au changement climatique, indiquant des besoins importants en termes d'adaptation<sup>3</sup>.

Le pays se caractérise aussi par d'importantes inégalités entre les territoires avec d'un côté la frange côtière qui concentre l'essentiel du tissu économique et l'intérieur du pays dépendant pour l'essentiel de l'activité agropastorale dans un climat sahélo-soudanien et sous les effets du changement climatique et la dégradation des terres. Selon l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le taux de pauvreté monétaire au Sénégal est estimé à 37,8% en 2018/2019. La pauvreté est plus accentuée en milieu rural (53,6% contre 19,8% pour le milieu urbain).

Dans ce contexte, la Casamance demeure une région critique pour le développement du pays, mais aussi très sensible malgré l'accalmie des combats avec le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance. Les incidents violents qui demeurent de temps à autre en Casamance, sont pour la plupart liés à des tensions autour de l'utilisation de ressources naturelles. La Présidence de la République s'est engagée sur plusieurs chantiers pour faire de la Casamance une région prioritaire. Beaucoup de Partenaires se sont alignés sur cette stratégie mais les progrès sur le terrain ne sont pas encore assez rapides.

Dans cette situation, marquée par une faible redistribution des fruits de la croissance, le marché du travail est devenu très précaire. Au Sénégal et particulièrement en milieu rural et dans les zones frontalières, la problématique de l'emploi se caractérise par des disparités géographiques, sociales et de genre mais aussi par l'absence d'un tissu industriel ou semi-industriel local. Les statistiques font état de plus de 300.000 jeunes sénégalais(es) (500 000 estimés en 2025) qui arrivent chaque année sur le marché du travail, dont un très fort taux de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Ceci constitue un facteur important d'instabilité à court, moyen et long termes, particulièrement dans les zones périphériques du pays.

<sup>3</sup> Index ND-Global Adaptation Index, <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>

En ce qui concerne le niveau de pauvreté par région, il ressort de l'analyse de l'ANSD que Sédhiou est la région la plus pauvre du Sénégal avec près de 65,7% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. On note aussi un taux de ruralité de près de 80% de la population régionale. Après Sédhiou, les régions de Kédougou (61,9%), Tambacounda (61,9%) et Kolda (56,6%), sont les plus touchées. La vulnérabilité climatique globale des cultures est aussi plus importante dans les régions de Tambacounda, Sédhiou, Kolda et Kédougou, et risquent de s'aggraver à l'horizon 2050<sup>4</sup>.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Sénégal met en œuvre son programme de développement économique et social, le Plan Sénégal Émergent (PSE), en misant sur plusieurs leviers (transformation structurelle de l'économie, développement du capital humain, développement des infrastructures, gouvernance et état de droit) pour accélérer le rythme d'une croissance durable, équitable sur le plan social et territorial et atteindre l'émergence à l'horizon 2035. Plus spécifiquement, dans le souci de contenir les impacts néfastes de la pandémie liée à la COVID-19, de relancer les activités socio-économiques et de maintenir le pays sur la trajectoire d'émergence initialement adoptée, le Gouvernement du Sénégal a pris l'option de mettre en œuvre le Programme de résilience économique et sociale (PRES) et d'ajuster le Plan d'Actions Prioritaires (PAP) de la phase 2 du PSE en un Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A). Cela s'est traduit par l'élaboration de plusieurs programmes de développement sectoriels (agriculture, eau et assainissement, élevage, développement communautaire, jeunesse, emploi et employabilité, etc.) dont l'initiative phare des Agropoles (Nord, Centre et Sud), pôles modernes de développement agroindustriel, ayant comme objectif de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et stimuler une industrialisation durable et inclusive.

Le cadre stratégique du développement rural est défini par le Document de Politique Économique et Sociale (DPES), la Stratégie de la Croissance Accélérée (SCA), la Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale (LOASP), le Cadre Stratégique Décennal (CSD) du Ministère de l'Agriculture de l'équipement rural et de la souveraineté alimentaire (MAERSA), le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), ainsi que le Programme National de Développement de l'Élevage (PNDE). Ce cadre met l'accent sur l'intensification et la diversification des productions végétales et animales, la mobilisation de l'eau, la création d'un environnement incitatif pour le secteur privé, ainsi que l'amélioration des conditions de mise en marché. Le DPES retient la prise en compte du genre de manière transversale dans les politiques de développement. Le PNIA accorde également une place importante à l'élevage dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Finalement, le MAERSA a entrepris le Programme Agricole pour la Souveraineté Alimentaire Durable 21-25 (PASAD) dont la vision est de « Construire une agriculture productive, compétitive, diversifiée, durable et pourvoyeuse d'emplois décents ».

L'UE se positionne au Sénégal comme un partenaire solide et de longue date qui soutient le pays dans sa relance socio-économique, dans sa trajectoire vers l'émergence et comme pôle de stabilité économique et sécuritaire dans la région. L'UE, via la programmation multi-annuelle nationale et les actions mises en œuvre suivant l'approche Équipe Europe, se concentre sur quatre initiatives phares dans le cadre de son partenariat avec le Sénégal. Chacune de ces initiatives comporte une dimension transformatrice, inclusive et démontre un grand potentiel en termes d'impact en faveur des populations. Ces quatre initiatives phares sont : les *investissements verts*, la *jeunesse*, la *production locale de vaccins* et la *stabilité et sécurité intérieure*.

Inscrite dans le cadre de l'Axe 1 de la TEI *Économie Verte au Sénégal* (Agropoles d'avenir pour une agriculture verte et des emplois décents) et en ligne avec les priorités et les programmes du Gouvernement sénégalais, l'action « **Croissance Économique et Résilience des Régions Frontalières** » visera l'amélioration de la valeur ajoutée agricole créée au niveau local et se focalisera sur les régions de Sédhiou et de Kolda, en complémentarité avec les autres actions de développement dans les régions frontalières du sud du pays.

Le choix des zones d'intervention situées à la frontière sud du pays (avec la Guinée Bissao) – Sédhiou et Kolda – repose sur la prise en compte des priorités identifiées dans le cadre de la mise en place de l'Agropole Sud (un des pôles de développement agroindustriels, projets phare du PSE), sur la disponibilité de terres cultivables et d'immenses ressources en eau (important réseau hydrographique et longue saison des pluies), ainsi que sur l'existence de grappes de filières génératrices de revenus, pouvant intégrer facilement les couches vulnérables pauvres.

<sup>4</sup> Évaluation de la vulnérabilité climatique de certaines cultures au Sénégal, CIAT, 2022  
<https://cgspace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/119641/report.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Les interventions dans les régions ciblées complèteront celles du Projet ‘Développement agricole et sécurité alimentaire des territoires ruraux du Tiers-sud du Sénégal –Beydaare’ déjà présent à Kolda (projet de développement agricole financé par l’UE dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED et l’AFD à hauteur de 47,5 millions EUR, avec une contribution de l’UE de 20.5 millions d’EUR pour une durée de 93 mois) dont la deuxième phase, prévue dans la prochaine programmation de l’AFD, visera en particulier les régions de Kédougou et Tambacounda, ainsi que celles financées par d’autres agences d’États Membres. L’action capitalisera aussi sur les acquis du projet ‘Nexus eau-énergie-alimentation-écosystèmes’ (WEFE) de l’AICS en partenariat avec le Joint Research Centre (JRC) de la Commission européenne, qui a permis d’identifier des actions de développement intégrées et durables dans le bassin du fleuve Sénégal, et sur ceux du ‘Projet de Valorisation des Eaux pour le développement des chaînes de valeur’ (PROVALE-CV) du Gouvernement sénégalais.

D’un point de vue géographique, l’action complètera aussi les activités résilience du projet régional ‘Peaceful and resilient borderlands II’ (PIR, AAP 2023), qui couvrira le Sénégal, le Mali et la Guinée. Ce programme, structuré en trois axes différents (Axe 1 ‘résilience’, Axe 2 ‘sécurité locale’ et Axe 3 ‘coopération transfrontalière’), mettra en œuvre, dans le cadre de l’Axe 1, des actions visant le développement économique et la création d’opportunités d’emploi, notamment en milieu agricole, dans les régions frontalières entre les trois pays et ainsi le renforcement de la stabilité de ces zones fragiles et exposées à la déstabilisation. Du côté sénégalais, les interventions seront mises en œuvre dans les régions de Kédougou et Tambacounda. Ainsi, tant les zones frontalières sud-est que sud-sud seront couvertes par les interventions de l’UE.

L’action s’inscrit dans la continuité d’une approche déjà soutenue par l’Équipe Europe à travers le Projet ‘Agropole d’avenir et intégration des chaînes de valeur dans les systèmes alimentaires’ (PAA 2021) qui vise les régions du centre du pays. Il s’agit maintenant de déployer cette même dynamique mais en l’adaptant aux besoins spécifiques des populations et territoires des régions frontalières sud, zones d’insécurité alimentaire, d’instabilité socio-politique et de forte émigration à l’étranger.

L’accès au financement pour les populations cibles du projet (notamment jeunes et femmes) sera aussi amélioré, en continuité avec les opportunités offertes dans le cadre du même projet Projet Agropole (composante blending).

## 2.2 Analyse des problèmes

Plus de 30 ans après le début du conflit en Casamance, cette région - parmi les plus pauvres du Sénégal - n’est toujours pas complètement stabilisée. La situation demeure problématique, malgré les nombreuses démarches entreprises, au niveau local, national et international, pour garantir la paix et le développement économique dans cette région. La Casamance, séparée du nord du pays par la Gambie et faisant également frontière avec la Guinée Bissao, fait face à une instabilité socio-politique et sécuritaire persistante qui impacte nécessairement l’ensemble du pays. La gestion des ressources locales par le gouvernement explique en grande partie cette instabilité, les Casamançais n’ont pas le sentiment de suffisamment bénéficier de leurs propres ressources ni de beaucoup d’opportunités économiques.

Dans la zone ciblée (régions de Sédhiou et Kolda), l’agriculture emploie près de 80% de la population en particulier dans des exploitations familiales de petite taille, pauvres et vulnérables aux effets du changement climatique, qui peinent à se moderniser et à satisfaire les besoins alimentaires des ménages toute l’année. L’agriculture reste largement une agriculture de subsistance, peu productive, et très sensible à la variabilité pluviométrique, malgré un réseau hydrographique développé<sup>5</sup> et des facilités agro climatiques en termes de pluviométrie.

<sup>5</sup> La région de Sédhiou possède d’importantes ressources naturelles dont un réseau hydrographique très développé (fleuve Casamance, le Soungrougrou, les bolongs, marigots, etc.) favorisant le développement de la pêche, de l’aquaculture (pisciculture, ostréiculture, etc.) avec plus de 36.000 ha de vallées et près de 20.000 ha de terres de plateaux riz cultivables ; le climat est de type subguinéen et soudano-guinéen avec une pluviométrie oscillant entre 700 et 1300 mm par an.

Concernant la région de Kolda, le réseau hydrographique est composé d’un cours d’eau principal, le fleuve Casamance et de ses affluents. La zone de Kounkané est arrosée par le fleuve Kayenga et son affluent l’Anambé. Le barrage de Ndiandouba et celui de l’Anambé élevés respectivement sur ces cours d’eau font que la zone dispose de l’eau de façon continue. En plus, les eaux de pluie alimentent les nappes superficielles du Continental Terminal, du miocène (50 et 150 m de profondeur) et du quaternaire. Le Maestrichen est accessible à moins de 160 m au centre Sud et au Sud Est de la Région.

Malgré l'augmentation des productions au regard des différentes statistiques agricoles collectées, ces exploitations doivent recourir à l'achat de céréales souvent importées pour satisfaire leurs besoins alimentaires globaux. L'augmentation récente des prix sur le marché laisse entrevoir des tensions perceptibles et des difficultés de couverture de ces besoins.

Pour le sous-secteur de l'élevage, on note que cela permet d'assurer les moyens de subsistance de 30% des ménages en milieu rural dans la zone sud. Au-delà de son rôle dans l'alimentation des populations et de revenus monétaires, ce sous-secteur joue également un rôle d'épargne, d'assurance contre les risques, de filet de sécurité et d'appui aux systèmes agropastoraux.

Avec des effectifs assez importants pour la zone sud (plus de 30% du cheptel national), l'exploitation reste néanmoins fortement dominée essentiellement par le système agropastoral extensif et un système périurbain autour des grandes villes.

La forte pluviométrie et la disponibilité en certaines périodes du pâturage ont permis le développement relatif de l'activité avec une amplitude des déplacements des troupeaux autochtones relativement faible. Cependant, ces régions accueillent régulièrement les troupeaux transhumants, en provenance du nord, pendant la période de soudure annuelle. De plus, l'évolution des températures passées montre une conformité avec les scénarios du GIEC, avec une tendance générale de hausse de températures<sup>6</sup>. Enfin, l'augmentation la plus importante de la vulnérabilité climatique, suivant les scénarios prévisionnels et au niveau national, reste observée dans les arrondissements de Sédhiou. Cela appelle à la promotion d'interventions intelligentes sur le plan climatique pour réduire les effets du changement climatique sur les chaînes de valeur agricoles.

Les défis structurels du développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture des petits producteurs dans ces régions frontalières et de leur intégration dans une économie marchande, sont de plusieurs ordres, dont :

- la faible rentabilité et productivité agricole ;
- l'accès difficile et fragmenté aux intrants, avec un dispositif de distribution des intrants agricoles subventionnés inefficace et inefficace ;
- l'accès limité des producteurs et éleveurs à des services financiers adaptés ;
- la structuration encore faible des organisations paysannes, une fourniture faible de services à leurs membres et des filières encore peu organisées ;
- un dispositif d'appui-conseil rural et de promotion de la recherche fragmenté, insuffisamment financé et faiblement décentralisé ;
- la dégradation continue des ressources naturelles : dégradation des sols (salinisation, acidification, baisse de fertilité), faible maîtrise des eaux (eaux de pluie perdues, salinisation des eaux) ;
- l'enclavement des zones de production qui ne facilite pas l'interconnexion territoriale, le raccordement et l'accès aux unités de transformation existantes, l'insertion dans le marché local et régional et la conservation efficace des produits agricoles périssables avec des coûts de transport impactant négativement sur la compétitivité des produits locaux et une plateforme logistique défaillante ;
- un niveau de pertes post-récolte important.

Toutes ces contraintes limitent la possibilité d'augmentation des revenus en milieu rural. Cette situation contraste avec la disponibilité de la ressource en eau et des terres dans ces régions ciblées du fait de l'importance du réseau hydrographique, de la faiblesse de la densité de population et de l'importance de la pluviométrie.

En matière de financement des projets portés par les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, on note trois difficultés principales : (i) le capital pour l'installation et l'accès à la terre ; (ii) le profil risqué de ces groupes vulnérables du point de vue des institutions financières ; et (iii) le déficit voire l'absence d'accompagnement post-financement.

Dans leur grande majorité, les institutions financières demeurent conservatrices et prudentes surtout en l'absence d'instruments adéquats de partage et de gestion des risques. Cependant, le Gouvernement commence à saisir l'importance de la priorité à donner à la réorganisation des dispositifs d'accompagnement de ces populations cibles, même si les progrès dans ce sens restent encore très limités.

<sup>6</sup> Les variations récentes du climat constatées au Sénégal sont-elles en phase avec les descriptions données par les scénarios du le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ? Sagna, Ndiaye, Diop, Diongue, Sambou, 2015.



**Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :**

Les principales parties prenantes impliquées sont:

Les titulaires de droits:

- Les populations des régions de Sédhiou et Kolda (départements de Médina Yoro Foulah et Kolda) particulièrement les femmes (jeunes et adultes), les jeunes (18 à 35 ans) ainsi que les hommes adultes issus de ménages vulnérables, les personnes vivant avec un handicap et les migrants de retour ou candidats au départ en milieu rural ou semi-urbain et leurs organisations (y compris les associations d'usagers, dont l'Association des usagers du forage – Asufor et l'Associations des usagers du réseau d'eau potable – Asurep);
- Les collectivités locales représentées par les conseils municipaux et départementaux et les associations de femmes et de jeunes : elles joueront un rôle de titulaires de droits directs et indirects et devront faciliter et accompagner la mise en œuvre du projet. Elles devront aussi contribuer à travers leur budget annuel à la mise en œuvre de certaines activités dans leur territoire.

Les titulaires d'obligations:

- Les services techniques régionaux (agriculture, élevage, ressource en eau, planification, développement à la base, etc.), les agences régionales de développement et les autorités administratives : ils joueront un rôle de partenaires impliqués dans l'appui conseil, le suivi et le reporting des activités du projet ;
- Les acteurs économiques dont notamment le secteur privé national, européen, international et organisations interprofessionnelles des chaînes de valeur agrosylvopastorales et halieutiques qui participeront à la mise en œuvre des activités ;
- Les chambres consulaires (chambre des métiers, chambre de commerce et d'agriculture) : ces partenaires seront impliqués pour fournir des services aux titulaires de droits directs en qualité de prestataires mais aussi de partenaires commerciaux avec les organisations de producteurs appuyées ;
- Les ministères clefs impliqués (finances, budget, agriculture, eau et assainissement, élevage, développement communautaire, femme et famille, etc.) et les agences nationales (Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises) et le Bureau de Mise à Niveau (BMN) ;
- Les organisations non gouvernementales (ONG) et les entités publiques de Conseil aux Organisations de producteurs soutiendront la mise en œuvre du projet, notamment l'appui au renforcement des capacités et la structuration des Organisations Professionnelles et seront recrutées sur une base compétitive ;
- L'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), le partenaire technique principal dans la mise en œuvre de l'Action sélectionné sur la base des critères annoncés au point 4.4.1 ;
- L'Union européenne, en qualité de bailleur. Une possible participation de la BEI, pour financer des actions de désenclavement et/ou accès au financement est en discussion ;
- Les projets et programmes d'autres partenaires au développement (PUMA/Programme d'Urgence et de Modernisation des Axes et territoires frontaliers, PUDC/Programme d'Urgence de Développement communautaire, PDEC/Projet de Développement Économique de la Casamance, PAPSEN/Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire au Sénégal, PAIS/Programme Agricole Italie Sénégal, etc.) intervenant dans la zone en qualité de partenaires potentiels en vue de développer des synergies et des complémentarités ;
- Les banques locales et les Institutions Financières Internationales, telle que la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), contribueront à l'accès au financement et à la gestion du risque ;
- Les organisations de la diaspora et les organisations impliquées dans le retour des migrants seront associées.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général** de l'action est de renforcer la souveraineté alimentaire, la croissance économique et la résilience des populations dans les zones frontalières sud du Sénégal pour soutenir la stabilité de cette région particulièrement vulnérable au niveau économique et sécuritaire et par voie de conséquence la stabilité du pays dans son ensemble, en adoptant une approche territoriale et de développement économique local.

**Les objectifs spécifiques** (effets directs) de cette action sont:

1. La résilience des populations rurales et des exploitations agro-sylvo-pastorales face aux chocs et crises à évolution lente, tant socio-politiques, économiques que climatiques, est consolidée;
2. La croissance économique durable et la création équitable d'emplois sont soutenues, à travers une approche territoriale des chaînes de valeur.

**Les produits** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

- 1.1 Le système de production agro-sylvo-pastorale est intensifié de manière durable et climatiquement intelligent grâce aux investissements dans les infrastructures et le renforcement de la bonne gestion;
- 1.2 Les compétences techniques des producteurs/trices, de leurs organisations et des services d'assistance déconcentrés sont renforcées et répondent aux besoins d'atténuation et d'adaptation au changement climatique;
- 2.1 Les entreprises rurales et les initiatives entrepreneuriales des cibles vulnérables dans les chaînes de valeurs agroalimentaires sont renforcées;
- 2.2 Les capacités de planification participative des collectivités territoriales sont renforcées.

### 3.2 Activités indicatives

**Activités liées au produit 1.1:** Le système de production agro-sylvo-pastorale est intensifié de manière durable et climatiquement intelligent grâce aux investissements dans les infrastructures et le renforcement de la bonne gestion. Les activités liées à ce produit ont comme but de supporter les producteurs/trices à la base des chaînes de valeur à travers l'augmentation et la sécurisation de leur production (via les infrastructures et la mécanisation).

- ✓ Études techniques et de contrôle, y compris de vulnérabilité climatique au niveau local;
- ✓ Aménagement d'infrastructures hydro-agricoles de différents types (périmètres horticoles et périmètres maraichers à moyenne échelle au bénéfice des populations cibles identifiées et sélectionnées avec les communautés de base ; aménagement de bas-fonds et plaines d'épandage et de périmètres irrigués villageois);
- ✓ Infrastructures pastorales : réhabilitation des postes vétérinaires, aménagement des mares pastorales pour faciliter l'abreuvement du bétail et réduire la divagation et les conflits entre agriculteurs et pasteurs; réalisation de parcs à vaccination ; plateforme filière animale et kit bio digesteur;
- ✓ Travaux de défense et de restauration des sols : ils seront réalisés autour des zones aménagées ou à restaurer. Ces travaux comprendront des réalisations de digues si nécessaire mais surtout des plantations et d'autres méthodes de lutte contre l'érosion et l'augmentation de la salinisation des terres;
- ✓ Magasins de stockage dans les villages abritant les aménagements hydroagricoles;
- ✓ Contribution dégressive du projet aux primes d'assurance agricole;
- ✓ Prévision pour l'entretien des infrastructures;
- ✓ Réalisation de pistes de désenclavement des zones de production;
- ✓ Mise en place d'un système de mécanisation agricole approprié;
- ✓ Assistance technique de la part de l'Agence Régionale de Développement (ARD) et des Services Techniques de l'Élevage et du Développement Rural;
- ✓ Appui à la mise en place des comités de gestion composés de bénéficiaires directs responsables des différentes infrastructures réalisées.

Pour ces activités, l'identification des filières porteuses a répondu aux deux besoins auxquels ce projet s'adresse : la résilience des populations rurales et la croissance économique, selon le raisonnement suivant :

- (i) Riz, maraichage : filières où les exploitations vulnérables (notamment les femmes) et les jeunes sont très présentes;
- (ii) Maïs, mangue, anacarde : filières principales retenues par le programme Agropole Sud.

**Activités liées au produit 1.2:** Les compétences techniques des producteurs, productrices et des services d'assistance déconcentrés sont renforcées et répondent aux besoins d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- ✓ Assistance technique aux producteurs, avec une attention particulière aux groupes les plus défavorisés tels que les jeunes et les femmes et aux actions d'atténuation et mitigation du changement climatique, à travers les services techniques;
- ✓ Développement organisationnel des organisations de producteurs et de coopératives pour une organisation efficiente des activités de production en fonction de différents tâches et rôles, et une meilleure gestion du calendrier culturel;
- ✓ Implication des centres de recherche nationaux et des Universités sénégalaises pour la recherche-action sur la transition agro écologique.

**Activités liées au produit 2.1:** Les entreprises rurales et les initiatives entrepreneuriales des cibles vulnérables dans les chaines de valeurs agroalimentaires sont renforcées.

- ✓ Étude pour la structuration des chaines de valeur en fonction de la vocation des territoires et des cibles ;
- ✓ Analyse approfondie concernant l'inégalité de genre et l'inclusion des femmes dans les chaines de valeur agricoles;
- ✓ Création d'un système d'appui, formation et incitation pour les femmes et les jeunes entrepreneurs : conception et réalisation du Capital-Amorçage Démarrage ; formation en gestion et préparation de plans d'affaires;
- ✓ Activités visant le renforcement des capacités de prévention et de gestion des impacts des changements climatiques sur la production agricole et la sécurité alimentaire;
- ✓ Ligne de soutien spécifique pour les femmes et groupes les plus vulnérables : formation en gestion et éducation financière, et supervision de la mise en œuvre;
- ✓ Soutien à la structuration de coopératives, organisations de producteurs notamment de jeunes et de femmes et organisations professionnelles: formations et coaching en gestion, administration, finance, élaboration de plans d'affaires; appui à la constitution en coopératives conformément au texte de l'OHADA<sup>7</sup>; mise en place de Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA);
- ✓ Appuis pour l'accès au crédit d'investissement des petits producteurs organisés en sociétés coopératives suivant le régime de l'OHADA et pour des financements visant à une meilleure résilience climatique dans le secteur agricole;
- ✓ Mise en œuvre d'un volet de promotion des activités économiques et des initiatives entrepreneuriales par les facilités d'investissement, des liens avec les mécanismes d'accès au financement soutenus dans le cadre de l'approche Équipe Europe (notamment lignes de crédit BEI et AFD) et d'un système de cautionnement mutuel;
- ✓ Appui à l'inclusion financière de microentreprises informelles, de groupements d'intérêts économiques (GIE), de coopératives des femmes et de jeunes et accompagnement financier de PME/PMI, au besoin en mobilisant les garanties EFSD+;
- ✓ Création de valeur ajoutée : mise en place d'infrastructures pour la transformation / conservation / commercialisation ; support à la réalisation de contrats de production;
- ✓ Assistance technique.

**Activités liées au produit 2.2:** Les capacités de planification participative des collectivités territoriales sont renforcées.

- ✓ Appui à l'élaboration des Plans Locaux de Développement (PLD)<sup>8</sup>, en intégrant les questions climatiques dans la priorisation et la nature des investissements à réaliser;
- ✓ Appui à la mise en œuvre des PLD;
- ✓ Convention de partenariat avec les Agences Régionales de Développement et les Services Techniques Régionaux.

La contribution de l'UE à cette action, complétée par un cofinancement substantiel de l'Italie, pourra être renforcée par d'autres contributions, notamment de la BEI et de la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), alignées avec les objectifs

<sup>7</sup> Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires.

<sup>8</sup> Les PLD sont préparés par les communes avec l'appui de l'Agence régionale de développement et les autres services techniques publics. Ils ont un horizon de 3 à 5 ans et sont préparés de manière participative avec le conseil municipal, les populations et leurs organisations de base.

et le cadre de l'action ici présentée, visant en particulier le désenclavement des zones rurales isolées, l'inclusion financière des agri-entrepreneurs (en particulier jeunes et femmes) et les initiatives en faveur du climat.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action annuel sera donc complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

En termes d'adaptation, la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) s'est fixé l'objectif de renforcer la résilience de l'économie nationale face aux conséquences de la variabilité et du changement climatique, à travers des mesures d'adaptation actuelles et préventives. La présente action contribuera aux mesures d'adaptation prioritaires à l'horizon 2025-2030 pour les secteurs de l'agriculture et l'élevage, telles que la promotion de systèmes de production intégrés agriculture-élevage-agroforesterie, la gestion durable des terres, la transformation et valorisation des produits agricoles.

Les effets du changement climatique n'épargnent pas les départements ciblés dans les régions de Sédhiou et de Kolda. On assiste déjà depuis quelques années à des changements notoires dans la pluviométrie et le régime hydrique des différents cours d'eau de cette zone et surtout sur les formations végétales et les forêts. On note aussi des effets néfastes sur la qualité des sols qui sont fortement impactés, réduisant ainsi progressivement les capacités productives des zones rurales. Il s'y ajoute que de nombreux vallées et bas-fonds se trouvent aujourd'hui fortement infestés par du sable résultant de l'érosion, de la baisse des précipitations, de l'absence de dispositifs de stockage, de la déforestation galopante, etc.

Durant la mise en œuvre de l'action, une attention particulière sera portée à la gestion durable des ressources naturelles, aux mesures d'adaptation aux changements climatiques et surtout aux respects des normes environnementales lors des travaux mais aussi aux opportunités environnementales, visant l'amélioration de la qualité des services écosystémiques (production végétale, santé des sols, qualité de l'eau, etc.). Des activités de défense et restauration des sols seront intégrées dans toutes les activités agro-sylvo-pastorales.

Avec l'appui des collectivités locales et surtout avec la mise à jour ou l'élaboration de plans locaux de développement, des réponses aux problèmes liés aux changements climatiques seront mises en place par les collectivités. Cela devra permettre dans la zone d'intervention ciblée de mettre en valeur le potentiel économique que procurent les écosystèmes et la diversité biologique de ces zones, dernières reliques de la biodiversité dans la région naturelle de la Moyenne Casamance.

L'adoption de pratiques visant la transition agro écologique permettra de mettre en place un système de culture intégrée qui développera des modes de production respectueux de l'environnement et résilients aux effets des changements climatiques : l'objectif est d'optimiser l'usage des ressources pour en tirer un maximum d'utilité et en garantir aussi la régénération. Les actions prévues, entre autres, pourront être : la promotion d'engrais bio-organiques en diminuant progressivement l'utilisation de l'engrais chimique et la promotion de l'utilisation d'unités de compostage, l'association entre cultures céréalières et arboricoles, entre céréales et légumineuses, l'adoption de variétés adaptés aux caractéristiques pédoclimatiques etc.

#### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE):**

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

#### **Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC):**

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action présente des risques potentiels faibles face au changement climatique. Cependant de potentielles mesures spécifiques seront prises en compte au cours de la conception, en particulier les mesures sans regret (mesures qui s'avèrent bénéfiques

indépendamment de la survenance des impacts annoncés du changement climatique et de la façon dont ils se matérialiseront), les mesures visant à remédier aux causes de la vulnérabilité et celles destinées à renforcer les capacités à gérer les risques climatiques.

### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 0, cette action porte la mention G1. Cela implique que le genre est un objectif significatif de la présente action. Elle prendra en compte les objectifs du Plan d'Action Genre de l'Union européenne III<sup>9</sup>.

L'indice d'inégalité de genre place le Sénégal au 124<sup>ème</sup> rang parmi 160 pays en 2017. La participation des femmes au marché du travail y est de 35,2 % contre 58,6% pour les hommes.

Les contraintes qui limitent l'insertion des femmes dans le système productif ont trait à l'accès inégal aux facteurs de production, une faible représentativité des jeunes femmes en particulier dans les instances de décision, la faible qualification et une maîtrise limitée des itinéraires et outils de gestion des activités agricoles et/ou connexes. La Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre (SNEEG II 2016-2026) devra contribuer à lever ces contraintes. Cette stratégie s'aligne sur les Objectifs du développement durable et est budgétisée à près de 16,8 MEUR, toutefois la mobilisation des fonds reste un défi majeur pour son exécution.

Une analyse plus approfondie concernant l'inégalité de genre et l'inclusion des femmes dans les chaînes de valeur agricoles visées par le projet, est prévue dans la phase de conception de l'action.

En ligne avec cette analyse et la stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre, le projet contribuera à une forte mobilisation des femmes au sein des filières agricoles ciblées pour accroître leur autonomisation socio-économique en réduisant les obstacles qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel : rapports de genre, renforcement du leadership, pouvoir de décision et de contrôle sur les ressources (eau, terres, etc.). Les capacités techniques et entrepreneuriales des productrices seront également renforcées par le biais de formations pratiques au cours desquelles une attention particulière sera portée à l'utilisation de méthodes de production innovantes, adaptées aux changements climatiques (variétés adaptées, itinéraires techniques et semences à cycles courts, entre autres).

### **Droits de l'homme**

L'action promeut les principes de l'approche basée sur le droit humains (ABDH), se fondant sur le renforcement du lien de redevabilité politique entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits, qui sont dans ce cas respectivement les services techniques de l'État en charge de l'appui au développement du secteur agroalimentaire et les opérateurs économiques, notamment ruraux. La capacité de plaider et de proposition de solutions de ces derniers sera renforcée par une activité de capitalisation/communication/présentation de résultats/propositions des réformes de l'action. La voie des détenteurs des droits sera portée par leurs organisations représentatives et par les faitières qui proposeront des solutions pratiques aux décideurs politiques susceptibles de renforcer l'inclusion, la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires nationaux. L'action va assurer l'implémentation des cinq principes opérationnels de l'ABDH : respect de tous les droits humains, participation, non-discrimination, transparence et redevabilité.

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'inclusion des personnes handicapées est non ciblée. Cependant, le projet sera attentif à prendre en compte autant que possible les besoins des personnes vivant avec un handicap, notamment à travers la création d'opportunités économiques accessibles à cette cible, attractives et permettant de générer un revenu décent.

<sup>9</sup> Le Plan d'Action Genre III (GAP III) de l'Union européenne a été adopté par 24 États Membres à travers des Conclusions de la Présidence du Conseil européen du 16 décembre 2020 (13947/20).

## Réduction des inégalités

D'après le marqueur interne "réduction des inégalités", cette action porte la mention I-1.

Malgré un taux de croissance relativement soutenu au cours des dernières années (6,6 % en moyenne en 2014-2019), les fruits de celle-ci restent peu partagés, la croissance est faiblement inclusive avec un niveau d'inégalité qui reste élevé (indice de Gini de 40,3), et la création nette d'emploi sur la période a été quasi nulle, phénomène pour l'essentiel attribuable à une absence de transformation structurelle de l'économie. L'essentiel des emplois perdus dans l'agriculture, du fait des gains de productivité, a été compensé par la création d'emplois, principalement informels, dans les secteurs des services et du commerce. Il est estimé que le Sénégal ne compte que de l'ordre de 300 000 emplois formels (hors secteur public) dans des secteurs économiques dits modernes. Le secteur informel concentre 97 % des unités économiques et 92 % des travailleurs (ANSD, 2017). Ceci limite la capacité du système à assurer une forme de distribution via le système de protection sociale contributif ou l'outil fiscal. La fiscalité des revenus s'appuyant ainsi sur une base très étroite, entraîne un système fiscal ou la fiscalité indirecte, la TVA est la seule à s'imposer à tout le monde, provoquant la régressivité du système. La pandémie de la Covid-19 ainsi que la crise suite à la guerre en Ukraine ont encore possiblement exacerbé les inégalités.

La croissance inclusive visant la réduction des inégalités, économiques, sociales et de territoires reste la priorité du Gouvernement et est inscrite dans ses politiques nationales. L'UE appui cette priorité via (i) le soutien des secteurs créant l'emploi et la valeur ajoutée, comme l'agriculture, et (ii) l'appui à l'entrepreneuriat et l'investissement dans le capital humain pour créer la base de la production future.

Du côté des politiques de redistribution, le renforcement du système national de protection sociale reste une priorité pour le Gouvernement, sur son volet contributif mais également non contributif. L'utilisation des transferts monétaires comme modalité d'assistance aux populations face aux crises a été entendue. L'UE continuera à appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection sociale avec l'objectif de renforcer la gouvernance et la résilience du système, d'appuyer la mise en place d'un système de suivi-évaluation ainsi que l'extension des dispositifs de protection sociale.

Les réformes en cours sur le système fiscal, tant sur les volets politique qu'administratif (avec notamment un jumelage en cours financé par l'UE entre les administrations fiscales sénégalaise et française) devrait contribuer à réduire l'iniquité horizontale (fraude/élargissement de l'assiette) et verticale (progressivité) de l'impôt.

---

## Démocratie

NA

---

## Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Sur le plan sécuritaire, le Sénégal constitue un facteur de stabilité régionale. Cependant, le pays connaît de nombreux défis sécuritaires, la plupart ayant une dimension régionale.

Concernant les régions de Sédhiou et Kolda, l'enclavement de cette région et sa grande pauvreté, le conflit historique en Casamance et ses développements récents, le trafic de drogues, ainsi que d'autres biens illicites (bois, faux médicaments, etc.) couplés avec la fragilité de l'économie sénégalaise représentent un facteur important d'instabilité à court, moyen et long termes.

L'action est d'autant plus cruciale pour contribuer à la stabilisation de cette région qu'elle permettra de lutter contre la marginalisation économique et le fort retard de développement de ces zones rurales isolées, en tirant pleinement profit de toutes les opportunités offertes par les chaînes de valeur agricoles/sylvo/pastorale, principal gisement de croissance et de création d'emploi, en renforçant également leurs interconnexions avec le reste du pays, afin de pouvoir garantir une stabilité et une sécurité durables.

Ce projet, tout en renforçant la résilience économique, contribuera aussi à compléter les actions de stabilisation et de sécurisation des zones frontalières du Sénégal en cours et en préparation, notamment les projets Stabilité et Sécurité au Sénégal (PIM, AAP 2022) et le projet régional 'Peaceful and resilient borderlands II' (PIR, AAP 2023) visant les défis sécuritaires dans les zones du Sud-Est et de la Casamance.

### Réduction des risques de catastrophes

Les inondations, dont les impacts sont aggravés par les changements climatiques, l'insuffisance voire l'absence d'ouvrages de drainage et l'occupation d'espace non aedificandi, constituent une problématique qui mérite une attention particulière au Sénégal. Les territoires ciblés par l'intervention (Sédhiou, Kolda) ont déjà connu des inondations dans le passé. Dans le cadre de l'action, une attention particulière sera portée à l'impact de l'intensification du système de production agro-pastorale (notamment à travers la gestion de l'eau) sur la région. L'intervention fera le lien avec le 'Projet de Gestion intégrée des Inondations au Sénégal' (PGIIS), mis en œuvre dans le cadre du Fonds Vert pour le Climat qui a délégué sa contribution financière à l'Agence française de Développement (AFD).

L'amélioration des capacités d'adaptation au niveau local, y compris au sein des plans de développement, permettra de mieux préparer les communautés à des futurs aléas climatiques et diminuera les risques de catastrophes. Les investissements réalisés suivront le principe de « mieux reconstruire » dans le cas de structures endommagées par des événements naturels extrêmes.

### Autres considérations, le cas échéant

#### Développement local:

Les collectivités locales seront supportées dans la définition de leurs plans de développement local. Le projet visera des actions prioritaires en direction de ces cibles et filières porteuses dans les localités d'intervention. L'accent sera mis sur une approche participative qui permettra aux groupes cibles, notamment les femmes et les jeunes, de participer activement à la conception de l'action et à sa mise en œuvre.

#### Jeunesse:

La jeunesse sera également bien prise en compte par l'action. Des organisations représentatives des jeunes ont été impliqués dans la formulation de l'action et le seront encore dans le cadre de sa mise en œuvre. Cette implication est structurée autour de multiples initiatives (Consortium Jeunesse Sénégal notamment), certaines déjà soutenues par l'Union européenne, qui visent à offrir des opportunités de création d'entreprises ou de formations professionnelles appropriées aux jeunes ruraux.

#### Migration/mobilité:

Les migrants et les retournés en particulier (mais aussi les déplacés internes) sont intégrés à cette action qui attaque les causes profondes de la migration irrégulière afin d'y apporter une alternative.

Le projet contribuera à accroître les capacités des individus, rendant leurs choix plus conscients et leurs éventuelles décisions de mobilité plus sûres et ordonnées, tant au niveau intra régional que régional et national. Le projet contribuera aussi à inciter les opérateurs économiques qui ont quitté la zone à investir durablement dans leurs terroirs d'origine.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Élevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Élevée / Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
	Risque 1 : Risque de marginalisation des femmes, des personnes vivant avec un handicap, des migrants et des jeunes dans les instances de gouvernances des organisations professionnelles et coopératives	Moyenne	Haute	Définir un quota minimum de superficie et de production dans les activités réservées aux groupes vulnérables  Implication des groupes vulnérables, au sein des organisations professionnelles, dans les processus de rédaction et mise à jour des Plans de Développement Local

	Risque 2 : Exclusion des femmes de la gestion des bas-fonds ou affaiblissement de leur contrôle sur ces espaces	<b>Faible</b>	<b>Haute</b>	Pacte d'engagement des autorités coutumières et administratives pour la sauvegarde de la gestion par les femmes des bas-fonds aménagés
	Risque 3 : Faiblesses structurelles des acteurs des filières et difficulté à valoriser efficacement les ouvrages mis en œuvre	<b>Faible</b>	<b>Moyen</b>	Accompagnement organisationnel, formations et appuis techniques. Équilibre entre nouveaux ouvrages et mise en valeur d'ouvrages déjà existants
	Risque 4 : Expansion de l'extrémisme violent ou de la crise casamançaise et prolifération de la criminalité transfrontalière	<b>Faible</b>	<b>Haute</b>	Fournir des alternatives aux populations les plus susceptibles d'être recrutées par les groupes armés non étatiques et les groupes criminels
	Risque 5 : Risque d'inondations pendant la saison des pluies	<b>Moyenne</b>	<b>Haute</b>	Identification de mesures adaptées pour réduire la vulnérabilité des zones cibles. Lien avec le Projet de Gestion intégrée des Inondations au Sénégal (PGIIS), mis en œuvre dans le cadre du Fonds Vert pour le Climat

#### **Enseignements tirés :**

- ❑ Multiplicité des organes régionaux de sélection et des critères de sélection: Nécessité de mettre en place un seul organe de sélection des bénéficiaires, placé sous l'autorité des autorités administratives et avec la participation de tous les services techniques impliqués et des associations représentatives des cibles;
- ❑ Les besoins des cibles prioritaires (femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap et les migrants) devront systématiquement être pris en compte dans la conception et la mise en œuvre des activités;
- ❑ Les appuis aux femmes, jeunes et aux ménages vulnérables ruraux doivent s'inscrire dans une approche d'intervention holistique fondée sur un diagnostic approfondi et une analyse multi-contexte axés sur les opportunités qu'offre le secteur agricole (au sens large). Cela devra nécessairement intégrer leur accès au foncier, aux facteurs de production, à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi, au financement et à l'information;
- ❑ Investir dans des activités susceptibles de générer un revenu décent est une condition nécessaire pour motiver les cibles à entreprendre des projets professionnels dans le secteur agro-sylvo-pastoral;
- ❑ Promouvoir l'innovation et intensifier l'utilisation des techniques de l'information et de la communication pour rendre les activités plus attractives pour les jeunes et moins contraignantes pour les femmes;
- ❑ La revue et l'analyse des interventions en cours ainsi que d'autres interventions dans le reste du Sénégal a permis de faire ressortir cinq éléments fondamentaux de la réussite de ce type d'actions:
  - (i) l'importance de l'ancrage institutionnel des interventions dès le stade de la planification afin d'assurer une pérennisation après la phase projet;
  - (ii) le caractère stratégique de la mise en place d'infrastructures structurantes pour améliorer le potentiel productif, notamment en matière d'irrigation, d'approvisionnement en eau du cheptel et des populations, en matière de transformation – conservation et commercialisation, d'infrastructure de désenclavement des zones de production, ainsi qu'un système d'entretien et de maintenance approprié;
  - (iii) le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des projets et le maintien d'un réseau de prestataires de services et partenaires des services techniques de proximité ;
  - (iv) l'appui à la production par la mise en place d'un cadre d'accès à différents services essentiels, tels que le conseil agricole ou d'entreprise, les intrants de base et le crédit à travers les organisations professionnelles;
  - (v) l'importance d'un système d'appui-conseil local et durable articulé à des services et organismes nationaux.



- ❑ Intégrer les collectivités locales dans la mise en œuvre des activités dès le démarrage et mobiliser au maximum leur capacité et pouvoir de décision par une responsabilisation accrue;
- ❑ Ne pas retreindre les interventions autour de 2-3 filières, ce qui constitue déjà un facteur d'exclusion surtout des cibles vulnérables, les interventions devant s'inscrire dans une démarche globale de développement économique local;
- ❑ Intégrer dans la mise en œuvre de l'action des pratiques garantissant la durabilité, à savoir : les pratiques agro écologiques, la transition au solaire, le désenclavement, un Système d'Information Foncière et un Système d'Information Climatique et Hydrométéorologique, l'accès et accompagnement (certification, labélisation, packaging, contractualisation, dispositif commercial, etc.) aux marchés, les assurances agricole, de santé et de crédit, l'accès à la terre pour les cibles vulnérables, et des critères favorisant les personnes vivant avec un handicap.

### 3.5 Logique d'intervention

L'objectif général de l'action est de **renforcer la souveraineté alimentaire, la croissance économique et la résilience des populations dans les zones frontalières** du Sud du Sénégal, en adoptant une approche territoriale et de développement économique locale et **en contribuant ainsi à la stabilisation de la Casamance**, zone parmi les plus fragiles du Sénégal.

Plus spécifiquement, l'action visera: (i) l'appui aux filières porteuses des régions les plus éloignées du centre de gravité économique du pays, dans une perspective de système alimentaire durable et de création d'emploi (ii); l'accès des acteurs des chaînes de valeur, en particulier les exploitations familiales et les petits producteurs, aux services agricoles et financiers; (iii) le renforcement des capacités de ces acteurs à travers leur formation technique et financière; (iv) l'appui aux entreprises privées et la création de liens contractuels avec les producteurs en vue d'approvisionner les marchés en produits de qualité; (v) le renforcement du rôle des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'État dans le suivi et la pérennisation des dynamiques et la valorisation des facteurs d'attractivité territoriale.

Le projet, à travers un diagnostic initial, ciblera les collectivités qui ont des potentialités pour développer une approche territoriale pour les filières plus porteuses dans la zone afin de créer plus de valeur ajoutée et d'emplois. Ce choix sera ensuite resserré en fonction des zones et des communautés afin de choisir et promouvoir les produits porteurs d'une réelle valeur ajoutée et de débouchés durables. Ce maillage adapté et flexible est dicté par les spécificités et les contraintes de cette région parmi les plus pauvres du Sénégal, qu'il convient d'insérer et de raccorder aux opportunités du marché et aux facilités existantes. Cette approche permet de répondre au mieux aux besoins d'une population pauvre et vulnérable en lui offrant l'accès à des opportunités économiques plus larges.

Ce large choix permet également de répondre aux besoins alimentaires des populations des régions d'intervention et de pouvoir toucher une panoplie de cibles, en termes d'offre d'opportunités d'emploi. Les interventions sont construites suivant une logique qui part du plan de développement local de la collectivité locale pour définir les appuis nécessaires au développement des chaînes de valeur porteuses de croissance et génératrices de revenus, pour les couches vulnérables, en tenant en compte aussi de la durabilité environnementale de l'action.

Le projet déploiera ses interventions en priorisant: (i) le développement et la consolidation d'activités de production végétales, animales et sylvicoles ainsi que des services et métiers connexes dans tous les segments des chaînes de valeur ciblées; (ii) l'investissement structurant dans les chaînes de valeur par la réalisation d'infrastructures socioéconomiques et de désenclavement; (iii) la structuration et l'organisation des producteurs/trices en renforçant notamment leur interconnexion avec le secteur privé et les facilités de transformation existantes dans la région.

En continuité avec le Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest – PACAO et le Projet Développer l'emploi au Sénégal, financés par l'Union européenne, et en explorant les opportunités offertes par l'Initiative continentale Équipe Europe « Invest in Young Businesses in Africa » (IYBA) au niveau de ses piliers 1 et 2 (accès au financement et assistance technique), le projet contribuera à la création d'emplois durables et d'activités génératrices de revenus, au niveau des chaînes de valeur sélectionnées dont la compétitivité se verra renforcée.

D'une part, l'action soutiendra l'entrepreneuriat rural, en accompagnant les cibles, notamment les jeunes et les femmes, dans la démarche de création/développement d'activités économiques, en accompagnant leur installation dans différents métiers liés au développement du monde rural. Ensuite, elle favorisera l'émergence de sociétés coopératives, en vue de la transformation et de la commercialisation de la production agricole et facilitera la création de liens contractuels entre les producteurs, les artisans et les distributeurs pour assurer l'écoulement des produits sur les marchés. Ce travail sera fait en collaboration avec des acteurs professionnels de l'accompagnement financier et non-financier à la création d'entreprises (Bureau de mise à niveau, Chambres de métier et commerce, Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural, etc.).

L'appui à l'inclusion financière des microentreprises informelles, des groupements d'intérêts économiques (GIE), des coopératives ainsi que l'accompagnement financier des PME/PMI s'appuieront sur les initiatives dédiées au financement et à l'accompagnement des start-ups et PME déjà présentes au Sénégal (ex. Terranga Capital). Des discussions sont en cours avec la Cassa Depositi y Prestiti (CDP), concernant leur participation dans le projet et la possibilité de mobiliser les garanties EFSD+.

L'action prévoit aussi la mise en place d'un fonds d'amorçage / démarrage des initiatives entrepreneuriales pour les primo-entrepreneurs (subvention pour l'acquisition de moyens de production ou intrants indispensables à hauteur de 300 à 1.000 Euros) et la mise en place d'un système de cautionnement mutuel.

L'Action interviendra dans les régions de Sédhiou (3 départements : Sédhiou, Goudomp et Bounkiling) et de Kolda<sup>10</sup> (2 départements : Kolda et Médina Yoro Foulah), soit au total dans 5 départements, près de 69 communes potentielles et environ 1 130 000 habitants.

Les critères de choix de ces régions et des collectivités territoriales devant bénéficier de l'intervention ont principalement porté sur: (i) l'incidence de la pauvreté; (ii) la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; (iii) le potentiel de développement rural; (iv) les conditions favorables au développement de l'entrepreneuriat rural et des activités agro-sylvo-pastorales et à l'insertion des jeunes dans ces chaînes de valeur.

Le projet visera directement les petits producteurs, les exploitations familiales et les ménages ruraux à faibles revenus, les migrants de retour, les déplacés suite au conflit en Casamance, les personnes vivant avec un handicap, les MPME, les organisations de producteurs/trices et les collectivités locales afin de structurer la base productive des zones d'intervention et la rendre plus résiliente vis-à-vis du changement climatique et de l'insécurité alimentaire. Il s'agira aussi de se concentrer à travers une approche holistique sur quelques chaînes de valeur en facilitant les interactions avec les dispositifs de transformation et en valorisant ainsi la transformation et la distribution de ces produits afin de créer de la valeur ajoutée et du revenu additionnel pour les petits producteurs.

L'action accordera une attention spécifique à l'intégration des jeunes et des femmes dans les activités du projet et à la promotion d'emplois décents et durables. La stratégie de ciblage sera basée sur des critères de transparence avec la participation des représentants des collectivités territoriales, des groupes cibles et des services techniques locaux en vue de garantir que les femmes, les jeunes et les plus vulnérables soient les destinataires de l'appui du projet, de réduire les risques d'accaparement de certains avantages par des groupes plus dynamiques et/ou influents et de promouvoir des modèles agricoles durables, agro écologiques, pérennes et économiques.

Dans son ensemble, ce projet soutiendra les efforts des populations rentrées d'exil à la fin du conflit en Casamance pour se réapproprier des terres bien souvent délaissées depuis des années, facilitant ainsi la réinsertion de l'ensemble des populations de ces régions dans leurs terroirs. Ces territoires ainsi revitalisés et ouverts à de nouvelles opportunités économiques contribueront à créer du revenu additionnel et de nouvelles opportunités d'emplois, grâce à des chaînes de valeurs agricole valorisées et mieux connectées aux marchés et aux dispositifs de transformation locaux. Cette revitalisation contribuera à renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaire des communautés parmi les plus fragiles du pays, et contribuera ainsi à la stabilité du pays.

<sup>10</sup> Le projet n'interviendra pas dans le département de Vélingara réservé au Projet Tiers Sud /Beydaare Phase 2 (financé par l'AFD) ni dans la Commune de Médina Cherif du département de Kolda.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs :  (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence  (valeurs et années )	Valeurs cibles  (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Renforcer la croissance économique et la résilience des populations dans les zones frontalières sud du Sénégal pour améliorer la sécurité alimentaire et soutenir la stabilité du pays	1. Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou sévère, évaluée selon l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience (indicateur clé OPSYS) (SDG 2.1.2) (ventilé par sexe)  2. Proportion de la population vivant sous le seuil international de pauvreté (SDG 1.1.1) (ventilé par sexe)	1. VR = A déterminer (2024) H : X F : X  2. À déterminer (2024) H : X F : X	1. VC = 20% (202X) H : X F : X  2. À déterminer (202X) H : X F : X	1. Enquête prévue dans le budget et les activités du projet / Statistiques Gouvernement  2. Statistiques de la Banque Mondiale/Gouvernement	Non applicable

		3. Augmentation des opportunités d'emploi dans les chaînes de valeur agricole, notamment pour les communautés impactées par le conflit en Casamance	3. VR = 0	3. A déterminer (202X) H : X F : X	3. Enquête prévue dans le budget et les activités du projet/ Statistiques du Gouvernement (MAERSA)	
<b>Réalisation 1</b>	1 La résilience des populations rurales et des exploitations agro-sylvo-pastorales face aux chocs et crises à évolution lente est consolidée	1.1 Nombre de petit(e)s producteurs/trices disposant de l'eau issue de l'irrigation, désagrégué par sexe, âge	1.1 VR = 0 (2024)	1.1 A déterminer (202X) H : X F : X	1.1 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet	Respect des délais contractuels de réalisation des travaux par les entreprises.
		1.2 Nombre et % d'aménagements agricoles opérationnels et régulièrement entretenus	1.2 VR = 0 (2024)	1.2 A déterminer (202X) H : X F : X	1.2 Enquête initiale et finale prévues dans le budget et les activités du projet	Les conditions de sécurité ne se dégradent pas ultérieurement dans le pays.
		1.3 Nombre et % d'infrastructures agricoles et pastorales fonctionnelles, sous la supervision de comité de gestion, à la fin du projet	1.3 VR = 0 (2024)	1.3 A déterminer (202X) H : X F : X	1.3 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet	Il n'y a pas de conflits fonciers majeurs non résolus par les collectivités territoriales.
<b>Réalisation 2</b>	2 La croissance économique durable et la création équitable d'emplois à travers une approche territoriale des chaînes de valeur sont soutenues	2.1 Nombre d'emplois créés et/ou renforcés dans les chaînes de valeurs agroalimentaires soutenues (désagrégué par sexe, classe d'âge) (en correspondance avec GERF 2.13)	2.1 VR = 0 (2024)	2.1 VC = 700 emplois (à confirmer) (202X) H : X F : X Groupe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.1 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet	Il n'y a pas de variations majeures des paramètres climatiques excédant la variabilité interannuelle.
		2.2 Pourcentage d'entreprises appuyées viables	2.2 VR = 0% (2024)	2.2 VC = 50% (à confirmer) (202X) H : X F : X Groupe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.2 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet, rapport annuel de performance des entreprises	Le marché est stable et favorable à l'acquisition des matières premières et à l'écoulement des produits.
		2.3 Revenu moyen des producteurs soutenus par l'intervention de l'UE (ventilé par sexe ; groupe d'âge et groupes vulnérables)	2.3 VR = 0% (2024)	2.3 VC = A déterminer (202X) H : X F : X Groupe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.3 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet, rapport annuel de performance des entreprises	Prix aux producteurs stables et rémunérateurs.  Les institutions financières partenaires sont motivées pour un partenariat avec les cibles du projet.

		2.4 Nombre d'entreprises appuyées, dirigées par des femmes et des hommes bénéficiant de microcrédit ou de services financiers, ventilées au moins par sexe (GAP III Indicateur de résultats thématique clé)	2.4 VR = 0 (0%) (2024)	2.4 VC = 100 (50%) (202X) (à confirmer) Entreprise individuelle :X Coopérative : X H :X F :X Groupe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.4 Enquête prévue dans le budget et les activités du projet	Des normes et des barrières culturelles n'entravent pas la gestion des bas-fonds ou affaiblissement de leur contrôle sur ces espaces pour les femmes.  Les communautés locales sont disposées à collaborer et sont intéressées par les activités du projet.
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 Le système de production agro sylvo pastorale est intensifié de manière durable grâce aux investissements dans les infrastructures et le renforcement de la bonne gestion	1.1.1 Hectares de terres dégradées récupérées grâce aux actions d'agroforesterie et reboisement pour la production agricole (de manière indicative : maïs, mangue, anacardes, fonio, bananes...)	1.1.1 VR = 0 (2024)	1.1.1 VC = 200 ha (202X) (à confirmer)	1.1.1. Rapport d'activités de l'action, rapports production des services techniques, procès-verbaux de réception des travaux	
		1.1.2 Superficie (bas-fonds, plaines d'épandage) en Ha rizicoles : (1) aménagés remis en état, (2) aménagés (nouveaux aménagements)	1.1.2 VR = 0 (1) et (2) (2024)	1.1.2 VC = 200 (1) et 200 (2) (à confirmer) (202X)	1.1.2 Rapport d'activités de l'action, rapports production des services techniques, procès-verbaux de réception des travaux	
		1.1.3 Superficie en Ha de sites maraîchers (périmètres horticoles maraîchers à grande et petite échelle) aménagés par catégorie de cible (sexe et âge)	1.1.3 VR = 0 (2024)	1.1.3 VC = 225 ha (à confirmer) (202X)	1.1.3 Rapport d'activités de l'action, rapports production des services techniques, procès-verbaux de réception des travaux	
		1.1.4 Nombre d'utilisateurs des infrastructures hydro-agricoles réalisées avec le soutien de l'UE (ventilé par sexe, classe d'âge et groupes vulnérables)	1.1.4 VR = 0 (2024)	1.1.4 VC = 5000 (202X) H :X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	1.1.4 Rapport d'activités de l'action, rapports des services techniques	
		1.1.5 Nombre d'infrastructures pastorales (par type) fonctionnelles / utilisées	1.1.5 VR = 0 (2024)	1.1.5 VC = 4 mares pastorales, 14 parcs vaccination, 28 plateformes animales, 28 biodigesteurs (à confirmer)	1.1.5 Rapport d'activités de l'action, rapports des services techniques	

		1.1.6 Nombre d'utilisateurs des infrastructures pastorales réalisées (par type), ventilé par sexe et âge	1.1.6 VR = 0 (2024)	1.1.6 VC = 3500 (202X) (à confirmer) : 400 utilisateurs (mares pastorales), 1400 (parcs vaccination), 1400 (plateformes animales), 28 (biodigesteurs) H : X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	1.1.6 Rapport d'activités de l'action, rapports des services techniques	
		1.1.7 Nombre et pourcentage de comités de gestion des infrastructures pastorales fonctionnels (tenue des réunions, ouverture de compte, publication du bilan, gestion financière saine)	1.1.7 VR = 0 (0%) (2024)	1.1.7 VC = 42 (90%) (à confirmer) (202X)	1.1.7 Rapport d'activités de l'action, rapports de coaching des comités de gestion	
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 Les compétences techniques des producteurs, productrices, de leurs organisations et des services d'assistance déconcentrés sont renforcées et répondent aux besoins d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.	1.2.1 Nombre de coopératives mises en place et appuyées disposant d'outils de gestion avec le soutien de l'UE (manuel des procédures, plan de communication, plan stratégique) (ventilé par sexe : gérées par des femmes/hommes, classe d'âge et groupe vulnérables)	1.2.1 VR = 0 (2024)	1.2.1 VC = 70 (à confirmer) (202X) H : X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	1.2.1 Rapport d'activités de l'action, registres de déclaration, (outils mis en place)	
		1.2.2 Nombre de producteurs ayant accès aux services d'assistance se déclarant satisfaits des services rendus (ventilé par sexe, classe d'âge et groupes vulnérables)	1.2.2 VR = 0% (2024)	1.2.2 VC = A déterminer (202X) H : 50% F :50% Jeunes : 60% Groupes vulnérables : X	1.2.2 Rapport d'activités de l'action, registres des ventes et contrats	
		1.2.3 Nombre de producteurs ayant une meilleure connaissance en gestion d'entreprise avec le soutien de l'UE (ventilé par sexe, classe d'âge et groupes vulnérables)	1.2.4 VR = 0% (2024)	1.2.4 VC = A déterminer (202X) H :X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	1.2.4 Rapport d'activités de l'action, rapport d'évaluation annuelle des performances des coopératives	

		1.2.4 Nombre de pratiques visant l'adaptation au CC promues par le projet et utilisées par les producteurs et productrices (ventilé par type de pratiques, surface (ha) et genre)	1.2.5 VR = A déterminer	1.2.5 VC = A déterminer	1.2.5 Rapport d'activités de l'action, rapports coaching des coopératives	
		1.2.5 Nombre de pratiques agro écologiques appliquées, par type de pratiques, ha et genre	1.2.6 VR = 0 (0%)	1.2.6 VC = 25-50%	1.2.6 Rapport d'activités de l'action, rapports coaching des coopératives	
		1.2.6 Nombre de femmes disposant aujourd'hui d'une meilleure formation et de plus de ressources financières, de technologies ou d'autres ressources pour s'assurer une production de denrées alimentaires sûre et durable, une énergie durable, un transport durable et des sources d'eau potable, pour leur consommation familiale ou à des fins de production (GAP III Indicateur de résultats thématique clé)	1.2.7 VR = 0(0%)	1.2.7 VC = A déterminer	1.2.7. Rapport d'activités de l'action, rapports de formation	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1 Les entreprises rurales et les initiatives entrepreneuriales des cibles vulnérables dans les chaînes de valeurs agroalimentaires sont appuyées	2.1.1 Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE : (a) entreprises (GERF 2.17a) (ventilé par sexe, type d'entreprise : individuelle ou coopérative, classe d'âge et groupes vulnérables)	2.1.1. VR = 0 (2024)	2.1.1. VC = 1000 (202X) Entreprise individuelle :X Coopérative : X H :X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.1.1 Rapport d'activités de l'action, rapports financiers	
		2.1.2 Accroissement de la valeur de la production grâce à la transformation de la production (+20% de production transformée).	2.1.2 VR = 0 (2024)	2.1.2 VC = +20%	2.1.2 Rapport d'activités de l'action,	

		2.1.3 Volume des crédits moyen de financement mobilisés par les entreprises des chaînes agroalimentaires auprès des institutions financières avec le soutien de l'UE (ventilé par sexe : entreprises gérées par femmes/hommes, type d'entreprise : individuelle ou coopérative, classe d'âge e groupes vulnérables)	2.1.3 VR = 0 (2024)	2.1.3 VC = A déterminer (202X) Entreprise individuelle :X Coopérative : X H :X F :X Classe d'âge : X Groupes vulnérables : X	2.1.3 Rapport d'activités de l'action, rapports des institutions financières partenaires	
		2.1.4 Nombre d'entreprises appuyées impliquées dans les partenariats commerciaux (par sexe et classe d'âge)	2.1.4 VR = 0 (2024)	2.1.4 VC = 300 (30%) (202X)	2.1.4 Rapport d'activités de l'action, rapports des comités de gestion	
<b>Produit 2 lié à la réalisation 2</b>	2.2 Les capacités de planification participative des collectivités territoriales sont renforcées	2.2.1 Nombre de Plans Locaux de Développement élaborés et/ou actualisés	2.2.1 VR = 0 (2024)	2.2.1 VC = 75 (202X)	2.2.1 Rapport d'activités de l'action, Rapports des PLD	Il y a une stabilité institutionnelle au niveau des organes du conseil municipal.



## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Gouvernement du Sénégal.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>11</sup>.

#### 4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) qui a été sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: (i) expérience antérieure dans la mise en œuvre d'appui aux chaînes de valeur agrosylvopastorales, (ii) bonne connaissance de la zone de concentration du projet (régions de Sédhiou et Kolda) et des problématiques de développement agricole au Sénégal; (iii) capacité technique et opérationnelle suffisante de mise en œuvre; (iv) effet de levier avec des financements additionnels aussi bien pour les investissements que pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage; (v) capacité à mobiliser en suivant une approche Team Europe pour un impact plus important de l'action.

La mise en œuvre par ces entités implique l'ensemble de l'action décrite à la section 3.

Si l'entité envisagée, ou l'entité de remplacement susmentionnée, devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

#### 4.4.2 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la gestion indirecte avec l'entité chargée de l'exécution mentionnée au point 4.4.1 ne peut être mise en œuvre suite à des circonstances exceptionnelles indépendantes du contrôle de la Commission, l'alternative sera de mettre en œuvre ces actions en gestion directe, par subvention.

##### **a) Objet de la subvention :**

La subvention contribuera à atteindre les objectifs spécifiques de l'action et les résultats afférents, décrits à la section 3.

<sup>11</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

**b) Type de demandeurs visés :**

Les demandeurs de financement potentiels sont les suivants : services techniques déconcentrés de l'État, Agences étatiques spécialisées dans le domaine agricole, ONG, PME.

**4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

**4.6 Budget indicatif**

<b>Composantes budgétaires indicatives</b>	<b>Contribution de l'UE (Montant en EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée</b>
<b>Modalités de mise en œuvre</b> – cf. section 4		
Gestion indirecte avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) dont les piliers ont été évalués – cf. section 4.4.1	7 800 000	7 400 000
<b>Évaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3	200 000	s.o.
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>		s.o.
<b>Totaux</b>	8 000 000	7 400 000 (Italie)

**4.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

Il est envisagé pour ce projet une action conjointe européenne, dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe Économie verte au Sénégal. La mise en œuvre du projet sera menée par l'entité européenne dont les piliers ont été évalués qui sera sélectionnée en interaction permanente avec les partenaires nationaux et parties prenantes au projet.

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire (MAERSA) et le Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA) joueront en particulier un rôle central dans l'orientation, la programmation, le suivi et la validation des actions déployées. Des espaces de concertation et de suivi de l'action seront ainsi constitués:

- Un Comité de Pilotage (COPIL) se réunira semestriellement, pour garantir la cohérence d'ensemble (décision des orientations stratégiques et financières) et un rythme soutenu d'exécution (identification de difficultés / points de blocage). Ce comité de pilotage associera le MAERSA, le MEPA, les autres ministères sectoriels concernés et les partenaires financiers (dont la Commission européenne) et/ou de mise en œuvre associés à l'action mais également les instances régionales/locales concernées et impliquées dans la mise en œuvre du projet. Le COPIL a la responsabilité d'examiner et valider les orientations (et éventuelles réorientations) de l'action, la programmation semestrielle et les rapports périodiques qui lui sont présentés.

- Un Comité technique sera organisé semestriellement, réunissant, autour des membres du COPIL, les institutions et autres parties prenantes (autres ministères sectoriels concernés, organisations de jeunesse, organisations du secteur privé, collectivités territoriales, autres projets et programmes) pour partager les orientations et programmations de l'action et identifier des synergies (rôle consultatif).

Le projet sera mis en œuvre avec le partenariat technique des ministères sectoriels concernés et leurs services déconcentrés et décentralisés (directions et Agences), les autorités locales, les projets et programmes de la zone d'intervention, les acteurs économiques (les organisations professionnelles, les organisations du secteur privé, nationales et européennes, la diaspora, les organisations et structures impliquées dans le retour et la réintégration des migrants, les banques locales, les instituts de recherche).

En plus de ces partenaires, le projet sera amené à créer des relations et éventuellement des partenariats avec les services techniques déconcentrés et Agences Régionales de Développement (ARD) des régions d'intervention ainsi qu'avec les projets, programmes et ONG intervenant dans la même zone d'intervention en vue de développer des synergies et collaborations autour des chaînes de valeur ciblées.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Le partenaire de mise en œuvre est responsable de la collecte des données, de leur analyse et du suivi des valeurs cibles des indicateurs et de leurs sources de vérification.

Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action. Les rapports intermédiaires et finaux couvriront aussi bien le financement de l'UE que le cofinancement.

Le partenaire de mise en œuvre fera, au moins, deux missions d'appui par an. La Commission sera informée, au moins trois semaines avant le démarrage de ces missions, et participera autant que possible y compris aux visites de terrain. L'action s'inscrivant dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe, des missions conjointes de supervision sont envisagées au moins une fois par an afin d'avoir une vision globale ainsi que l'effet global de l'apport de l'Europe.

Après le démarrage de l'action, une étude baseline permettra d'affiner le cadre logique en précisant les valeurs de référence, les valeurs cibles et les sources de vérification des indicateurs d'objectifs et de résultats. Ladite étude sera intégrée au plan d'action de la première année de mise en œuvre par l'entité sélectionnée pour la mise en œuvre. Une autre étude sera menée en fin de projet par la même entité pour déterminer toutes les valeurs cibles

atteintes et dont la production est liée à des résultats d'enquêtes. Cette étude sera inscrite au plan d'action de la dernière année de mise en œuvre par l'entité.

Tous les suivis et rapports doivent évaluer la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits de l'homme et des droits des personnes handicapées, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagrégés au moins par sexe et par âge, et par incapacité si possible.

## 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes, par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment dans le but d'apporter les correctifs et ajustements nécessaires afin de garantir l'atteinte des résultats escomptés ou de les réviser au besoin.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier les activités innovantes et inclusives de l'action

Dans le cadre de l'initiative Équipe Europe, les évaluations réalisées conjointement avec d'autres États membres contributeurs et les institutions européennes de financement du développement seront l'option privilégiée pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations<sup>12</sup>. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus à ces fins.

## 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

# 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des

<sup>12</sup> Voir les [bonnes pratiques en matière de communication des évaluations](#).

contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante : « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette Action Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués 7800 000 EUR Évaluation et Audit 200 000 EUR
Niveau Contract		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Engagement individuel avec une entité chargée de l'exécution (membre Équipe Europe)
	(...)	